

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25<sup>ème</sup> année - N°5115 - Mardi 05 Mai 2026 - Prix : 200 Fc

CULTURE :

## 15 jeunes femmes formées par le projet "Voix de la Lune"



### ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iralédjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :  
541m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :1.500m<sup>2</sup> - 60€/m<sup>2</sup>

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.  
-> 1.200m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup> / -> 2.492m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :4.000m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Contact whatsapp : +269 333 21 02

Après une semaine de formation, la cérémonie de clôture du projet « Voix de la Lune : Femmes, Savoirs et Héritages des Comores », s'est tenue le 2 mai à Mitsoudjé. Porté par la COI dans le cadre du soutien aux industries culturelles et créatives (ICC), mis en œuvre par l'ONG Cap d'Afrique avec l'expertise du Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique (CNDRS), et financé par l'AFD, ce projet vise à former de jeunes femmes afin qu'elles deviennent à la fois créatrices, innovatrices et gardiennes éclairées du patrimoine culturel, grâce aux outils numériques.

Ces jeunes femmes n'ont pas seulement acquis des compétences techniques : elles ont gagné un véritable pouvoir. Celui de dire

: cette histoire mérite d'être entendue, cette femme mérite d'être vue, ce savoir mérite de vivre. « Désormais, lorsque vous retournerez dans vos communautés, vous serez porteuses d'une mission. Chaque entretien que vous enregistrerez, chaque image que vous capturerez, chaque témoignage que vous archiverez sera une victoire contre l'oubli. Vous êtes, à partir d'aujourd'hui, des actrices du patrimoine vivant comorien. La lune, dans notre culture, éclaire sans aveugler, elle guide sans imposer. "Voix de la Lune", c'est cela : une lumière douce mais persistante, posée sur des visages de femmes que l'histoire officielle a trop longtemps laissés dans l'ombre », a déclaré Binti Mohamed Roumaïsoiou Bachirou, représentante de l'ONG Cap d'Afrique.

LIRE SUITE PAGE 3

## CULTURE :

## Premier salon du mariage comorien réussi

Une initiative signée secret de beauté, portée par Farida Djalim, le premier salon du mariage comorien a connu un grand succès du 1er au 2 mai dernier au foyer des femmes de Moroni. L'évènement a pu unir professionnels de la beauté, artisans culinaires et acteurs du mariage autour d'un décor inédit. Les organisateurs pensent le pérenniser dans l'avenir.

"Notre objectif est de valoriser les savoir-faire comoriens et de la diaspora et de donner une vitrine aux talents locaux, qu'il s'agisse de la coiffure, de la couture, de la gastronomie ou de la décoration", explique Farida Djalim. « Ce salon

restera un premier galet qui sera posé pour structurer un véritable secteur économique autour du mariage, tout en célébrant nos us et coutumes. » rajoute Abdoul-Madjid Youssouf, maître de cérémonie vêtu comme un Boina Haroussi. Présent lors de la cérémonie, l'ambassadeur de France en Union des Comores, Etienne Chapon a salué l'initiative : « Ce salon illustre la créativité et l'énergie de la jeunesse comorienne et de la diaspora. L'ambassade de France est heureuse d'accompagner de telles initiatives qui renforcent les liens culturels entre nos deux pays. »

Dans une atmosphère festive et élégante, chaque stand offrait une facette essentielle de la préparation du grand mariage, bijoux, habits

traditionnels et modernes, espace décoration, maquillage et beauté, prestations complètes allant de la gastronomie aux services d'animation, tout était réuni pour offrir aux futures couples une vision globale de ce que peut être un grand mariage réussi aux Comores ou en France pour la diaspora. Au stand de MEENA Joaillerie, spécialisé dans la vente de bijoux de luxe en ligne, sa présentation sur les lieux a particulièrement retenu l'intérêt des visiteurs séduits par l'élégance des colliers. Une jeune parmi les participantes au défilé n'a pas caché son enthousiasme : « je découvre les bijoux chez MEENA Joaillerie, vous-voyez, je porter le Kidani. Cela me donne envie de préparer mon mariage », renchérit-elle, avec



un air souriant.

L'évènement a également bénéficié de l'appui de deux coopératives scolaires, le Groupe Scolaire Fundi Abdoulhamid GSFA et le lycée français Henri Matisse, qui ont mobilisé leurs élèves pour contribuer à l'organisation et à l'animation. Deux jours de festivités et

d'expositions qui ont permis de donner de la visibilité aux talents comoriens et de concevoir un pont entre tradition et modernité. Les organisateurs espèrent déjà inscrire ce salon dans la durée, avec une prochaine édition encore plus prometteuse.

Aticki Ahmed Ismael

Grâce au projet PROFI « Professionnalisation de l'offre de formation et de l'insertion », soutenu par l'AFD, une convention de partenariat vient d'être signée entre l'IUT de l'université des Comores et l'École supérieure des technologies de l'information de Madagascar (ESTI). Cette synergie régionale vise à transformer l'apprentissage par l'innovation pédagogique, offrant ainsi aux futurs diplômés des compétences de pointe concrètement alignées sur les besoins des entreprises locales.

Pour Ahmed Bacar, Directeur général de l'IUT, « il s'agit d'une collaboration structurante qui vise à transformer en profondeur nos approches pédagogiques, nos programmes de formation et notre organisation académique. Nous parlons ici d'une harmonisation des cursus, d'un renforcement des compétences des enseignants, et d'une modernisation globale de nos méthodes pour répondre aux standards internationaux dans le domaine des technologies de l'information ». Le choix de l'ESTI comme partenaire privilégié s'est

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

## Une convention signée entre l'IUT et l'ESTI



imposé naturellement. Référence régionale en ingénierie informatique et cyber sécurité, l'école malgache apportera son expertise en formation professionnalisante. L'institut de l'université des Comores souhaite notamment s'inspirer de leur modèle de formation en alternance pour l'adapter au tissu économique local.

Grâce à cet accord, les méthodes pédagogiques vont radicalement changer. L'accent sera mis sur l'approche par compétence et l'apprentissage par projet. Les étudiants verront apparaître des plateformes d'e-learning, des travaux pratiques renforcés et des modules co-construits avec des experts du monde professionnel. L'alternance, pilier du pro-

jet, sera déployée de manière progressive en lien étroit avec les entreprises nationales. Le partenariat prévoit également un volet humain important : Des experts de l'ESTI assureront des formations techniques et pédagogiques, complétées par des missions d'immersion pour les enseignants. Une mobilité régionale est prévue pour les étudiants de l'IUT lesquels pourront ainsi effectuer une partie de leur cursus à Madagascar.

Avec PROFI, le diplôme de l'IUT devient une arme redoutable pour l'insertion professionnelle. Contrairement à un cursus classique, les diplômés posséderont des compétences concrètes validées par des stages et des périodes en entreprise, une garantie de qualité pour les futurs employeurs. Pour les futurs bacheliers, l'impact sera immédiat. « Dès la prochaine rentrée, les étudiants bénéficieront d'un enseignement modernisé, plus proche des réalités professionnelles et des standards internationaux. Ils

auront accès à de nouveaux outils pédagogiques, à des enseignants mieux formés, et à des opportunités accrues de stages et d'insertion professionnelle. En choisissant l'IUT, ils s'engagent dans un parcours plus dynamique, plus exigeant, mais aussi plus prometteur pour leur avenir, grâce à ce partenariat », souligne Ahmed Bacar.

L'IUT ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Le Directeur général a rappelé que l'institution élargit son réseau de coopération : « Nous avons signé aussi une convention avec l'école supérieure des sciences agricoles de l'université d'Antananarivo et prochainement avec l'institut supérieur de technologie. » L'institut travaille également de concert avec des centres de formation à l'île de la Réunion, confirmant ainsi sa volonté d'ancrer les Comores au cœur de l'excellence éducative de l'Océan Indien.

Hamdi Abdillahi Rahilie

L'affaire de viol présumé impliquant une fillette de 13 ans à Gynadoboueni connaît un rebondissement majeur. Deux certificats médicaux, établis par la gynécologue Dr Soumaya Ahamada Soilihi, concluent qu'aucune agression sexuelle n'a été commise et que l'enfant n'est pas enceinte. De son côté, la procureure de la République près le tribunal de Moroni indique que la mineure a reconnu avoir menti sous la contrainte. Trois femmes sont désormais poursuivies pour plusieurs infractions, dont dénonciation calomnieuse.

Selon les éléments médicaux versés au dossier, un premier certificat daté du 7 avril atteste que la fillette de 13 ans n'a jamais été victime de viol. Un examen échographique réalisé le 3 avril confirme également l'absence de grossesse. Ces conclusions viennent

## VIOL PRÉSUMÉ À GYNADOBOENI :

## Les certificats médicaux disculpent le père

contredire les accusations initiales portées contre le père de l'enfant. Entendue par la procureure de la République, Saidatte Fatuma Said Boina, la fillette est revenue sur ses déclarations. Elle affirme avoir été poussée à mentir. « Elle m'a expliqué qu'on lui avait demandé d'accuser son père sous prétexte qu'il sera libéré vu qu'il était en détention », rapporte la magistrate. Selon ses propos, des femmes de son entourage lui auraient fait croire que ces accusations faciliteraient sa libération et lui permettraient de le revoir.

Dans ce dossier, deux femmes originaires de Babadjani, Fatima Assoumani et Maoulida Ahamada, sont poursuivies pour détournement de mineure. D'après le parquet,

elles auraient emmené la fillette, sans autorisation de sa tutrice, vers un lieu inconnu. Sur place, elles lui auraient demandé d'uriner dans un bocal. Toujours selon le témoignage de l'enfant, les deux femmes l'auraient conduite chez une personne âgée à Babadjani, sous prétexte de soigner un paludisme. L'échantillon d'urine aurait ensuite été remis à Faouzia Ahamada, aide-soignante dans le village, qui se serait présentée comme infirmière. Cette dernière aurait alors affirmé que l'enfant était « violée » et « enceinte ». Elle est poursuivie pour usurpation de titre, faux témoignage et diffamation.

La fillette, qui vit à Gynadoboueni avec sa grand-mère paternelle, est issue de parents

divorcés. Sa mère est originaire d'Anjouan, tandis que son père est natif de Gynadoboueni et de Tsidjé. Ce dernier avait été interpellé par la police municipale avant d'être transféré à la gendarmerie nationale. Selon la procureure, le père serait impliqué dans un conflit foncier avec un membre de sa famille, qui lui contesterait l'accès à un terrain hérité. Toutefois, les motivations exactes de cette affaire restent à éclaircir. « La mère de l'enfant nous a indiqué que les relations avec le père restent apaisées malgré leur séparation », précise la magistrate, ajoutant que les deux parents ont été entendus.

L'enquête se poursuit. La procureure a annoncé que plusieurs acteurs, dont le cadî, le chef du

village et des agents de la police municipale, seront auditionnés. Elle déplore une gestion qu'elle qualifie d'« irrationnelle » et « immature ». « Au lieu de rechercher la vérité, certains ont contribué à propager de fausses informations », regrette-t-elle. Insistant sur la gravité des faits, elle appelle à la responsabilité collective : « Il s'agit de la vie d'un enfant. Il est impératif de cesser de porter atteinte à sa réputation. » Le parquet assure que toutes les personnes impliquées seront entendues et qu'un dossier unique sera constitué afin de faire toute la lumière sur cette affaire. « L'action judiciaire suivra son cours », conclut la procureure.

El-Aniou Fatima

## CULTURE :

## 15 jeunes femmes formées dans le cadre du projet " Voix de la Lune "

Elle a également souligné que cette clôture marque en réalité un nouveau départ. L'application numérique en préparation, les modules interactifs en shikomori et en français, ainsi que les témoignages collectés dans les villages, prendront vie dans les mois à venir. « Lorsqu'un enfant, à Hambou, Moroni, Mutsamudu ou Fomboni, ouvrira cette application et entendra pour la première fois la voix d'une guérisseuse ou les paroles d'une poétesse comorienne, il comprendra que son patrimoine est vivant, que sa culture est belle et que les femmes en sont le cœur battant. C'est la promesse de "Voix de la Lune" », a-t-elle affirmé.

À son tour, le directeur général de l'AFD Comores, Thierry Liabastre, a salué l'initiative. « Votre présence témoigne de la force d'une conviction partagée : les industries culturelles et créatives constituent aujourd'hui un levier essentiel pour le développement, la cohésion et l'intégration régionale dans l'océan Indien, et particulièrement aux Comores ». Il a ajouté qu'en 2026, le projet ICC a franchi une nouvelle étape : « À travers les activités de l'ONG Cap d'Afrique, le projet s'affirme désormais comme une plateforme régionale structurante, capable de réunir à l'échelle locale des domaines complémentaires tels que le patrimoine, la

création contemporaine, le numérique, les compétences professionnelles et la promotion du genre. Cela témoigne d'une véritable maturité : nous ne sommes plus dans l'expérimentation, mais dans la construction d'un écosystème durable pour les ICC dans l'Indianocéanie ».

« Le projet "Voix de la Lune" représente une opportunité majeure pour valoriser les savoirs et le patrimoine culturel transmis par les femmes comoriennes à travers les générations. Il répond à plusieurs enjeux : préserver des savoirs oraux menacés, les transmettre aux jeunes via des outils numériques bilingues accessibles hors ligne, et renforcer

la place des femmes dans les ICC afin de favoriser l'égalité et créer des opportunités professionnelles », a-t-il précisé. Il a également souligné le caractère innovant de l'initiative : « L'innovation réside à la fois dans la rencontre entre le contenu patrimonial et les technologies interactives (audio, vidéo, images animées), conçues pour fonctionner hors ligne, et dans l'approche participative qui forme des femmes à la production numérique. L'AFD continuera d'être pleinement engagée à vos côtés, avec exigence et confiance, car la région dispose du talent, de l'énergie et de la volonté nécessaires pour faire des ICC un pilier du développement durable ».

De son côté, le directeur général du CNDRS, Toiwilou Mze Hamadi, a salué la vision forte du projet : « Ce projet porte en lui une vision nécessaire : celle d'un avenir où nos jeunes femmes deviennent à la fois créatrices, innovatrices et gardiennes éclairées de notre patrimoine culturel. Aux Comores, les savoirs transmis de génération en génération, chants, contes, pratiques artisanales, connaissances médicinales, constituent l'âme vivante de notre identité. Pourtant, ces richesses sont aujourd'hui fragilisées par les transformations rapides de notre société et par leur insuffisante documentation ».

Nassuf Ben Amad

## CLASSEMENT DE LIBERTÉ DE LA PRESSE 2026 :

## Les Comores gagnent 3 places

Aux Comores, la liberté de la presse connaît une amélioration sensible selon le dernier classement mondial de la liberté de la presse publié par Reporters sans frontières (RSF), jeudi dernier. Le pays a gagné 3 places au niveau mondial, passant de la 75e place en 2025 à la 72e place en 2026.

Le score global s'est amélioré, passant de 59,27 à 60,23. On note une progression dans la quasi-totalité des domaines. Cette progression globale s'appuie sur une dynamique positive dans la quasi-totalité des domaines mesurés par RSF. Ainsi, sur l'indicateur politique, le pays enregistre un gain de trois rangs en passant de la 75e à la 72e place. Le constat est encore plus marqué sur l'indicateur légal, qui enregistre un bond significatif de la 89e à la 81e place. La dimension sociale n'est pas en reste. L'indicateur affiche un gain de dix

places, passant de la 89e à la 79e place.

Enfin, c'est sur l'indicateur sécuritaire que l'on observe la plus nette amélioration, le pays remontant de la 94e à la 83e place mondiale. Seul l'indicateur économique affiche un recul préoccupant, chutant de la 67e à la 73e place. Ce déclin met en lumière la précarité des rédactions nationales. Lors de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse à Moroni dimanche 3 mai dernier, le président du Syndicat national des journalistes comoriens (SNJC), Chamsoudine Saïd Mhadji, a tiré la sonnette d'alarme. Selon lui, ce recul s'explique par l'absence de mise en œuvre concrète des dispositions de la nouvelle loi sur l'information

Bien que le code de l'information prévoie, pour la première fois de l'histoire de la presse nationale, une subvention aux médias privés (article 165), celle-ci n'est toujours

pas effective. Le président du SNJC a rappelé que cette aide « n'est pas une aumône, mais un investissement dans la solidité de la démocratie ». Malgré les instructions annoncées par le président Azali Assoumani lors des vœux à la presse en janvier, le déblocage technique des fonds par le ministère de l'Information et le CNPA se fait toujours attendre. Si le SNJC salue les avancées du nouveau code, notamment la protection des sources et la régulation des médias en ligne, le syndicat rappelle que la fiabilité de l'information est indissociable de la santé financière des médias. Chamsoudine Saïd Mhadji a souligné que la profession traverse une période difficile, marquée par des licenciements, des baisses de salaires et une autocensure persistante

Enfin, le syndicat a profité de cette journée pour pointer du doigt une situation critique à Mohéli : Radio Mwali est privée de directeur

Rang	Pays	Score
1	Portugal	98
2	Israël	97
3	Chypre	96
4	Israël	95
5	Israël	94
6	Israël	93
7	Israël	92
8	Israël	91
9	Israël	90
10	Israël	89
11	Israël	88
12	Israël	87
13	Israël	86
14	Israël	85
15	Israël	84
16	Israël	83
17	Israël	82
18	Israël	81
19	Israël	80
20	Israël	79
21	Israël	78
22	Israël	77
23	Israël	76
24	Israël	75
25	Israël	74
26	Israël	73
27	Israël	72
28	Israël	71
29	Israël	70
30	Israël	69
31	Israël	68
32	Israël	67
33	Israël	66
34	Israël	65
35	Israël	64
36	Israël	63
37	Israël	62
38	Israël	61
39	Israël	60
40	Israël	59
41	Israël	58
42	Israël	57
43	Israël	56
44	Israël	55
45	Israël	54
46	Israël	53
47	Israël	52
48	Israël	51
49	Israël	50
50	Israël	49
51	Israël	48
52	Israël	47
53	Israël	46
54	Israël	45
55	Israël	44
56	Israël	43
57	Israël	42
58	Israël	41
59	Israël	40
60	Israël	39
61	Israël	38
62	Israël	37
63	Israël	36
64	Israël	35
65	Israël	34
66	Israël	33
67	Israël	32
68	Israël	31
69	Israël	30
70	Israël	29
71	Israël	28
72	Israël	27
73	Israël	26
74	Israël	25
75	Israël	24
76	Israël	23
77	Israël	22
78	Israël	21
79	Israël	20
80	Israël	19
81	Israël	18
82	Israël	17
83	Israël	16
84	Israël	15
85	Israël	14
86	Israël	13
87	Israël	12
88	Israël	11
89	Israël	10
90	Israël	9
91	Israël	8
92	Israël	7
93	Israël	6
94	Israël	5
95	Israël	4
96	Israël	3
97	Israël	2
98	Israël	1
99	Israël	0
100	Israël	0

général et de journalistes en poste depuis plus de cinq ans. Le SNJC appelle à annoncer un séminaire national pendant l'été pour établir un diagnostic clair et exhorte le gou-

vernement à concrétiser l'aide de l'État pour éviter que la presse privée comorienne ne succombe à une lutte quotidienne pour sa survie.

TM

## FISCALITÉ :

## Elargissement de l'assiette, objectif inatteignable

Dans les faits, les techniciens de la direction générale des impôts, qui sont en première ligne dans le recouvrement des recettes de l'Etat, disent avoir amélioré leur performance, sauf que pour eux, le model de calcul imposé par les bailleurs ne correspond pas à la réalité du terrain, d'où l'impossibilité d'arriver aux objectifs.

Alors qu'en Afrique subsaharienne la pression fiscale se situe aux alentours de 15 à 18% du PIB, aux Comores selon les chiffres de la Banque mondiale, cette pression se situe entre 9 et 11%, c'est selon les années, alors que les pays développés sont entre 25 et 40%. Avec un PIB estimé à 750 milliards de francs, et une pression fiscale qui oscillait aux alen-

tours de 10%, les recettes fiscales étaient situées autour de 75 milliards, soit un gap de près de 37 milliards, si le pays avait atteint l'objectif des 15%, demandé par les bailleurs de fonds, tout en sachant qu'un point de plus du PIB, équivaut à 7 milliards de recettes fiscales de plus. Des projections apparemment faciles dans la lecture, mais qui s'avère hélas, difficile à traduire dans les faits. C'est en tout cas ce que pensent nombre de fiscalistes que nous avons pu interroger. La raison est simple. Entre le désir et la réalité, il y'a tout un monde et un fossé difficile à combler. Et un inspecteur des impôts de nous donner un exemple entre ce qui existe sur les textes, et la réalité du terrain « Dans notre code général des impôts, il existe un montant forfaitaire

de 250 000 francs à payer, comme contribution professionnelle pour tout importateur. Est-ce que vous pensez sincèrement, que nos mamans, nos sœurs qui vont en Tanzanie ou Dubaï acheter des simples boubous, sont vraiment des importateurs. Est-ce que vous pensez qu'elles sont imposables à ces 250 000 francs ? ».

Et ce dernier de continuer ses explications : « Parmi tant d'autres, cette tranche échappe au recouvrement, bien qu'elle soit inscrite par un mauvais paramétrage à mes yeux dans la liste des importateurs. » Autre exemple donné par notre source, le cas des conteneurs vendus sous-douane, ou ceux dont la marchandise échappe à toute traçabilité. « Un conteneur arrive au port de Moroni avec diverses marchandises, le propriétaire paye les droits de douane et enlève son conteneur. Dehors la marchandise est éparpillée dans divers lieux qui ne sont pas identifiés, d'où l'impossibilité pour nos services de faire un recouvrement après la vente des marchandises. » Des explications qui semblent cohérentes, mais qui révèlent des nombreuses failles, et un manque de collaboration entre les services des douanes et ceux des impôts. Si la douane encaisse à l'entrée, il y'a une perte au niveau la fiscalité sur la valeur ajoutée et sur les bénéficiaires commerciaux.

Une triste réalité malgré l'augmentation des recettes fiscales, qui sont passées de 600 millions dans les dernières années de Mohamed Ali Soilihi en tant que ministre des finances à presque 2 milliards

actuellement. Et malgré cette augmentation, l'assiette n'a toujours pas poussé d'un iota, et l'objectif des 15% de pression fiscale en 2027 est plus qu'improbable. Le cas de Maurice pourrait inspirer nos services pour finir avec ces manques à gagner. Confrontée à ce même problème d'absence de traçabilité, les autorités ont résolu le problème, en utilisant efficacement un bon système informatisé, notamment la Mauritius Revenue Authority (MRA), ou encore l'obligation pour les importateurs d'utiliser un numéro fiscal unique, contrairement aux Comores, où le NIF est devenu un bon moyen d'échapper au radar mais aussi pour s'enrichir.

Imtiyaz

## BONESO AWARDS 2026 :

## Une célébration des talents comoriens portée par la jeunesse

La scène culturelle s'apprête à vibrer une nouvelle fois au rythme de la créativité locale. À l'occasion d'une conférence de presse tenue le 2 mai dernier, l'agence Boneso a levé le voile sur la deuxième édition des Boneso Awards, un rendez-vous désormais incontournable pour la valorisation des talents issus des différentes îles de l'archipel. Prévus le 27 juin au Palais du Peuple, cette édition s'annonce plus ambitieuse, plus inclusive et résolument tournée vers l'avenir.

Créée en 2021, Boneso est bien plus qu'une simple agence de communication. Comme l'a rappelé le journaliste Soueffou Khalissoi, la structure s'inscrit dans une dynamique de promotion de la culture urbaine à travers la production audiovisuelle, la communication digitale et la création de contenu. Sa mis-

sion est de révéler, accompagner et propulser les talents locaux, souvent méconnus, mais pourtant riches d'un potentiel immense. Après une première édition réussie en 2025, l'équipe de Boneso revient avec une volonté affirmée de consolider son impact. « Nous sommes là pour les Boneso Awards », a souligné Soueffou Khalissoi, avant de céder la parole à son collègue Geré El-Mourad, chef de projet, pour en détailler les contours.

Cette année, six grandes catégories sont mises à l'honneur : artistes, slammeurs, entrepreneurs, designers, clipmaker et producteurs musicaux, avec une attention particulière portée à l'entrepreneuriat, considéré comme un levier essentiel du développement culturel et économique. « Dans notre agence, nous nous basons aussi sur le côté entrepreneurial », a précisé Geré El-Mourad, insistant sur l'importance de valoriser les initiatives innovantes

portées par les jeunes. Le processus de sélection, expliqué par Nadjim Ahamada, porte-parole de l'événement, se veut rigoureux et transparent. Les candidatures sont d'abord examinées puis transmises à plusieurs agences partenaires. Les critères reposent principalement sur le talent, l'impact et la qualité du travail. Quatre nominés sont retenus dans chaque catégorie.

Une particularité distingue les Boneso Awards celle de la complémentarité entre le vote du public et celui du jury, composé majoritairement d'anciens professionnels, garants de l'expertise et de l'équilibre des décisions. Au-delà de la compétition, l'initiative se veut avant tout un espace de transmission et d'inspiration. « Nous valorisons les jeunes et laissons les anciens comme jury », a souligné Nadjim Ahamada. L'objectif est de mettre en lumière les parcours inspirants afin d'encourager une nouvelle

génération à s'engager dans des carrières artistiques et entrepreneuriales.

L'édition 2026 marque également une ouverture plus large à l'ensemble du territoire comorien. Après avoir rassemblé, l'an dernier, des artistes venus de Ngazidja, Ndzuani et Mwali, l'équipe ambitionne désormais d'intégrer Maore dans les prochaines éditions, afin de renforcer l'unité culturelle de l'archipel. « Nous avons des nominés de partout dans les îles », s'est réjoui le porte-parole. Boneso se distingue aussi par sa volonté de raconter les histoires derrière les talents. Interviews, portraits et contenus audiovisuels sont réalisés pour retracer les parcours des nominés, donnant ainsi une profondeur humaine à l'événement. « Il y a des artistes et des auteurs dans l'ombre. Nous avons choisi de les honorer pour que leur travail soit reconnu », a insisté Nadjim Ahamada.

L'événement bénéficie d'un sou-

ten institutionnel et médiatique notable, avec le parrainage du Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) et un partenariat avec l'ORTC. Plusieurs sponsors accompagnent également cette initiative, parmi lesquels Ador'comor, O'chiken, New Prod, Interface et Tropical Hôtel, ainsi que le soutien de Dhoifir. À travers les Boneso Awards, c'est toute une vision qui se dessine, celle d'une jeunesse comorienne créative, audacieuse et déterminée à écrire sa propre histoire. Une vision où la culture devient un moteur de développement, un espace d'expression et un vecteur de reconnaissance. Le 27 juin prochain, bien plus que des trophées seront remis, ce sont des parcours, des rêves et des ambitions qui seront célébrés.

Mohamed Ali Nasra

## AGRICULTURE :

## Franchir une nouvelle étape dans la modernisation de l'agriculture

Le projet de Renforcement de la résilience des systèmes agricoles et des chaînes de valeur intelligentes face au climat (CVA) a tenu, le 27 avril à Moroni, la deuxième session du Comité de pilotage, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et avec l'appui du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Présidée par le ministre de l'Agriculture, Dr Daniel Ali Bandar, cette rencontre stratégique a permis de dresser le bilan des actions menées en 2025 et de valider les orientations du Plan de Travail Annuel 2026. L'objectif reste clair : renforcer durablement l'agriculture comorienne face aux effets du changement climatique, tout en améliorant les revenus des producteurs et la sécurité alimentai-

re nationale. Dans son allocution, le ministre a rappelé que les Comores font face à de multiples défis dont la variabilité des pluies, les sécheresses, les inondations, la dégradation des terres agricoles et la dépendance croissante aux importations alimentaires. Selon lui, le projet CVA constitue un véritable instrument de transformation structurelle, articulé autour de la résilience climatique, du développement des chaînes de valeur et de la souveraineté alimentaire.

Le représentant résident du PNUD, Luca Monge Roffarello a, pour sa part, salué les progrès déjà enregistrés malgré les contraintes. Plus de 5 000 producteurs ont bénéficié d'un accompagnement technique, des fermes pilotes ont été mises en place et plusieurs variétés agricoles résilientes ont été introduites. Il a insisté sur la nécessité



d'accélérer l'exécution du projet en 2026 afin de produire des résultats concrets et mesurables au bénéfice des populations rurales. Parmi les réalisations majeures de l'année écoulée figurent également la mise en place de 66 fermes pilotes au profit de plus de 1 100 producteurs, la distribution d'intrants agricoles,

le développement de la filière gingembre ainsi que le lancement d'un laboratoire de multiplication végétale destiné à renforcer l'autonomie semencière du pays.

Le Plan de Travail Annuel 2026, doté de plus de trois millions de dollars, prévoit de concentrer l'essentiel des ressources sur les inves-

tissements de terrain. Les priorités portent notamment sur le renforcement des capacités institutionnelles, la diversification des chaînes de valeur, l'accès au marché, l'innovation agricole et l'inclusion sociale. Les intervenants ont unanimement souligné l'importance d'intégrer pleinement les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables dans les dispositifs du projet. Pour les autorités comme pour les partenaires, une agriculture résiliente ne peut être durable que si elle est inclusive. À travers cette deuxième session du Comité de pilotage, le pays entend ainsi franchir une nouvelle étape dans la modernisation de leur agriculture et poser les bases d'un développement rural plus solide, productif et durable.

Mmagaza

L'avocat de la société AGK, Me Saïd Issa a tenu une conférence de presse pour revenir sur l'affaire foncière qui oppose sa société, et les héritiers de feu Mohamed Hassanaly. Battue en première instance et en appel, AGK a formé un pourvoi en cassation pour demander à la justice de casser les précédents jugements. Une façon pour eux d'affirmer, la légalité du titre foncier détenu par la société AGK.

Lors de sa conférence de presse, l'avocat Me Saïd Issa a fait la genèse de l'affaire devant les tribunaux. « En première instance devant le tribunal de première instance de Fomboni, les héritiers de feu Mohamed Hassanaly ont gagné, ce qui nous a poussé à faire appel auprès de la cour d'appel. La cour a confirmé la décision rendue en première instance ». Et ce dernier de poursuivre : « Malgré tout ça, nous n'avons pas baissé les bras, nous avons émis un pourvoi en cassation le 6 novembre

## AFFAIRE AGK

## L'avocat dénonce un vice de procédure

2025, dont nous avons notifié nos mémoires à la partie adverse ». Pour rappel, les deux parties se disputent une parcelle de terrain située à Mohéli. Selon l'avocat le terrain a été acheté par feu, Abdourassoul Kalfane, père d'Amine Kalfane. A

l'époque de l'achat de cette parcelle, Mohamed Hassanaly était un proche collaborateur d'Abdourassoul Kalfane, et la société s'appelait encore Société Tropicale et à l'époque aucun conflit d'intérêt n'existait entre

l'homme d'affaires et son collaborateur surtout pas par rapport à ce terrain aujourd'hui réclamé par ses enfants.

Toujours est-il qu'après ce pourvoi en cassation, la partie adverse a introduit une demande en citation, où elle demande à la justice de statuer sur l'illégalité du titre foncier d'Amin Kalfane, pour faux et usage de faux. « Après cette demande de citation, le procureur de la République de Mohéli a convoqué les gardiens de la parcelle, employés par Amin Kalfane, et les a placés en détention au commissariat de police, avant de les relâcher et leur demander de quitter l'endroit sous trois jours » Une décision dénoncée par l'avocat d'AGK dans la mesure où jusqu'à maintenant aucune condamnation au civil n'a été prononcée contre son client.

L'avocat a tenu à rappeler au

chef du parquet de Fomboni qu'en matière pénale, lorsqu'un arrêt rendu par une chambre correctionnelle de la cour d'appel fait l'objet d'un pourvoi en cassation, celui-ci est en principe assorti d'un effet suspensif. Dès lors, l'exécution de l'arrêt est suspendue jusqu'à l'intervention de la décision de la Cour suprême, statuant en qualité de juridiction de cassation. En plaçant en garde à vue les gardiens de la parcelle, et en demandant à la société AGK, de quitter les lieux, à la lecture des explications de l'avocat, le chef du parquet de Fomboni, commet une violation des règles de procédures et une atteinte de la liberté individuelle. AGK demande donc au procureur de revenir sur cette décision et attendre l'arrêt de la Cour Suprême.

Imtiyaz



## CHAMPIONNAT D1 :

## Incertitude à trois journées de la fin

Le duel à distance que se livrent les équipes de tête se poursuit. Et à trois journées de la fin du championnat au niveau de la Ligue régionale de Ngazidja, les choses ne sont plus jamais figées, et cela contribue à étendre le suspense. Avec neuf points restant à distribuer, USZ, Volcan Club, Atomic Ngome, respectivement, troisième, deuxième et premier, sont tous susceptibles de remporter la trophée régional.

Décidément les trois premiers du championnat ont décidé lors de la dernière journée, de ne rien décider. Avec chacun un match nul, les positions sont restées figées à l'issue de la 19e journée. En recevant, Amical club de Shezani dans son antre de Moroni, Volcan Club avait la possibilité de marquer trois points, très précieux pour la course finale. Deuxième à un point d'Atomic, le club de Moroni n'a pu faire mieux, qu'un décevant match nul (1-1) contre le sixième du championnat (+26 points), qui est presque assuré de rester au sein de l'élite, sauf accident de dernière minute. A Moroni a donc raté une sacré occasion de mettre un peu plus

la pression sur le leader, qui connaît des moments de doutes, surtout après avoir perdue la finale de la coupe régionale contre, Djabal Club d'Ikoni.

En déplacement dans le Mbwanku, n'a pas dissipé pour autant les nuages qui planent au-dessus de ses résultats. Contre une équipe, qui est sous pression, et dans une obligation de résultat, Atomic Ngome n'a pas su saisir sa chance. Après avoir mené deux fois au score, le club de Ntsudjini, a vu à chaque fois son adversaire revenir au score, pour finalement finir par un match nul de deux buts partout. Un résultat qui donne un point de plus au leader (+41 points), mais le laisse à la portée de Volcan Club en cas de faux pas lors des prochaines journées. FC Hantsindzi de son côté continu deux buts partout jouer avec les limite de la relégation. Avec 17 points, il pointe à la 10e place et occupe donc la place de barragiste. Lors de la prochaine journée le club de Hantsindzi va effectuer un déplacement périlleux du côté de Nyumadzaha contre Étoile des Comores, 7e au classement avec 20 points, soient trois de plus que les rouges de Mbwanku. Atomic de son

RÉSULTATS J19			
US MBENI	0 - 2	DJABAL FC	
FC MALÉ	0 - 0	ALIZÉ FORT	
VOLCAN CLUB	1 - 1	AMICAL CLUB	
ETOILE DES COMORES	1 - 1	US ZILIMADJOU	
ELAN CLUB	1 - 1	ANGELUS CLUB	
FC HANTSINDZI	2 - 2	ATOMIC NGOMÉ	

SPORTS OICHILI-DIMANI

côté doit se méfier de son déplacement à Mitsudje, contre Elan Club déjà assuré de rejouer en première division la saison prochaine.

Le champion en titre, Union Sportive de Zilimadju, n'arrive toujours pas à se rapprocher des leaders. Distancé de 7 points par le leader, le club a encore une fois été décevant en ne réussissant qu'à remmener qu'un petit seul point de son déplacement à Nyumadzaha. Avec

un score de parité (1-1), qui n'arrange personne. Bonbon Ndjema comme on a l'habitude de l'appeler aura l'occasion lors de la prochaine journée de se rapprocher, en espérant bien sûr un faux pas des deux premiers au classement. Avec un calendrier favorable, dont les deux dernières journées à domicile, USZ peut en cas de victoire lors de son déplacement à Mwandzaza contre Angelus, se mettre dans des bonnes

dispositions, avant d'accueillir Atomic Ngome lors de la 21 journée du championnat, le 13 mai prochain à Moroni. Cette configuration de fin de championnat n'est pas faite en tout cas pour déplaire aux fans, des équipes de têtes. C'est l'adrénaline assuré jusqu'à la toute dernière journée, qui doit en principe se jouer le 20 mai prochain.

Imtiyaz

## LITTÉRATURE :

## «Mdjinga Kalele Ntsi», un plaidoyer pour l'apprentissage



À un mois de la parution de son nouvel ouvrage, Elkabir Ben Ousseini lève le voile sur les inspirations et les ambitions qui portent « Mdjinga Kalele Ntsi Le pouvoir de l'apprentissage », un roman ancré dans les valeurs d'éducation, de persévérance et de transmission.

"Cet ouvrage est avant tout un plaidoyer pour la connaissance. Le titre lui-même est un héritage précieux. C'est un adage que mon père biologique, infirmier de profession et cadre chevronné de la Caritas Comores, nous répétait sans cesse », confie l'auteur. « Cette maxime a été la boussole de notre parcours familial. En l'utilisant comme titre, j'ai voulu rendre un hommage vibrant à cet homme qui nous a transmis la soif d'apprendre et le désir de progresser. » À travers cet ouvrage, l'écrivain s'adresse avant tout à la jeunesse. « Mon inspiration est née du désir de transformer cette sagesse familiale en un héritage collectif. J'ai voulu offrir aux jeunes une source d'inspiration, leur montrer que l'apprentissage n'est pas seulement une étape académique, mais le moteur fondamental de toute ascension sociale et personnelle. »

Dans un monde en perpétuelle

mutation, Elkabir Ben Ousseini rappelle avec force l'importance de l'éducation. « Nous vivons une époque où les repères peuvent s'estomper. L'éducation, au-delà de l'instruction, est le socle de la dignité humaine. C'est le seul capital qui ne se déprécie jamais. » Il insiste également sur le rôle clé des valeurs. « La transmission des valeurs est le pont entre notre identité et notre avenir. » Le personnage principal, Ibrah, incarne cette réalité sociale. « Le parcours d'Ibrah est le miroir des aspirations et des obstacles de nombreux jeunes », explique-t-il. « Dans notre société, les défis sont bien réels, mais il démontre que la volonté, guidée par le savoir, peut briser les plafonds de verre. C'est un message d'espoir. Nos origines ne déterminent pas notre destination. »

Le roman explore aussi l'équilibre entre héritage culturel et ouverture au monde. « Mon message est celui d'une synthèse harmonieuse. La tradition est notre racine, elle nous donne notre force. La modernité est notre aile, elle nous permet de nous élever », souligne l'auteur. « Nous pouvons être des citoyens du monde tout en restant les gardiens de notre patrimoine. » Sur la question du développement, sa position est claire. « Le savoir est l'infrastructure invi-

sible d'une nation. Aucun développement durable n'est possible sans un capital humain bien formé. » Il appelle toutefois à une évolution du système éducatif. « Nous devons adapter davantage nos enseignements aux réalités du marché et aux défis technologiques. L'éducation doit être plus pragmatique, plus inclusive, et encourager l'esprit critique. »

Son engagement sur le terrain nourrit directement son écriture. « Mon écriture est indissociable de mon engagement. Ce livre est le prolongement de mon action civique, une manière d'atteindre, par les mots, ceux que je ne peux pas toujours rencontrer. » L'auteur regarde déjà vers l'avenir. « Je compte continuer à explorer les thématiques du développement et de l'excellence. Mon ambition est de créer des passerelles entre le monde académique et le secteur professionnel. Mon objectif reste le même. Faire de cet adage un levier concret pour chaque jeune qui aspire à grandir. » Avec « Mdjinga Kalele Ntsi Le pouvoir de l'apprentissage », Elkabir Ben Ousseini signe une œuvre engagée et inspirante, où le savoir s'impose comme la clé essentielle du progrès individuel et collectif.

Mohamed Ali Nasra



## Chargé.e de mission Administration et Finance PLAY International – Comores

Lieu d'affectation : Moroni (Union Comores)

### PLAY International

PLAY International est une ONG française fondée en 1999, reposant sur une conviction forte : le sport constitue un levier de solutions face aux enjeux de société.

Sa mission principale est de concevoir et mettre en œuvre des projets d'éducation et d'inclusion à destination des enfants et des jeunes en situation de vulnérabilité, en utilisant le jeu sportif comme outil pédagogique.

L'ONG intervient sur des thématiques variées telles que l'accès et le maintien à l'école, l'égalité filles-garçons, la cohésion et la réconciliation des communautés, la prévention santé (bien manger, bien bouger, bien dormir, bien utiliser les écrans) ainsi que le changement de regard sur le handicap.

Depuis sa création, PLAY International a déployé des projets éducatifs et humanitaires en France et à l'international, dans plus de 25 pays, au bénéfice de près d'un million d'enfants. Aujourd'hui, l'association s'appuie sur six bureaux situés au Burundi, aux Comores, en France, au Kosovo, au Rwanda, en République démocratique du Congo et au Sénégal.

PLAY International est membre du Groupe SOS.

### Groupe SOS

Le Groupe SOS est un groupe associatif, leader de l'entrepreneuriat social en Europe. Il regroupe 650 associations, établissements et services, qui combattent, agissent et innovent au profit des personnes en situation de vulnérabilité, des générations futures et des territoires. Acteur majeur de l'économie sociale et solidaire en Europe, sans actionnaire, non lucratif, le Groupe SOS agit en France et dans plus de 40 pays dans le monde.

### Contexte du recrutement :

Le poste de Chargé(e) de mission Administration et Finance du bureau PLAY International aux Comores s'inscrit dans le cadre d'un **remplacement pour congé maternité pour une durée de 5 mois**.

PLAY International a ouvert un bureau fin 2022, en Union des Comores afin d'y appuyer le développement de l'éducation physique et sportive. Financée par le Ministère de l'Éducation Nationale de l'Union des Comores dans le cadre d'un Plan de Développement France-Comores (PDFC), la mission développe plusieurs actions en faveur de l'utilisation de l'outil sportif comme vecteur d'éducation active et inclusive dans les classes de primaire et de secondaire. La première phase de ce programme a pris fin en juillet 2025 et la 2e phase sera lancée en août pour 30 mois. Fin 2024, le bureau Comores a pris une dimension régionale avec le projet AMANI. Il s'agit d'un projet de trois ans, d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale dans l'Océan Indien qui se déroule sur trois îles : Anjouan, Mayotte et La Réunion.

Le/la Chargé(e) de mission sera basé(e) à Moroni et placé(e) sous l'autorité de la Responsable régionale Océan Indien.

### Objectifs généraux du poste :

Dans le cadre de ses fonctions, le/la Chargé(e) de mission Administration et Finance assure la gestion administrative et financière des activités de PLAY International dans l'Océan Indien basé aux Comores (bureau de Moroni).

Au sein du bureau des Comores, il/elle apporte son expertise à l'ensemble des projets et contribue à la transversalité des outils administratifs et financiers. À ce titre, il/elle travaille en étroite coordination avec les points focaux du Ministère de l'Éducation Nationale comorien, ainsi qu'avec les ONG, associations et autres institutions éducatives et sportives partenaires.

Il/elle est placé(e) sous la supervision de la Représentante régionale Océan Indien, avec un appui technique de la Responsable administrative et financière du siège de l'ONG.

Le/la Chargé(e) de mission encadre également un assistant support.

### Tâches et responsabilités

#### 1- Gestion comptable :

- Superviser la bonne gestion de la comptabilité
- Superviser les procédures comptables
- Veiller à l'imputation correcte des dépenses entre les différents financeurs et procéder à l'écriture dans le logiciel de comptabilité SAGA
- Assurer le suivi des contrats de financements
- Effectuer la clôture comptable mensuelle
- Superviser l'archivage des relevés bancaires, de caisse, des rapprochements bancaires et des justificatifs comptables sur le sharepoint

#### 2- Gestion budgétaire :

- Être garant du respect du budget prédéfini lors de la validation des dépenses RH et des frais de fonctionnement
- Assurer le respect du budget prédéfini lors de la validation des dépenses liées aux activités
- Assurer le suivi budgétaire en coordination étroite avec les équipes pays : mise à jour mensuelle en fonction des dépenses réalisées
- Appuyer l'analyse des écarts éventuels entre prévisionnel et réalisé avec la Représentante Régionale Océan Indien et la RAF
- Suivre une table d'allocation RH du pays en lien avec la RAF du siège.
- Assurer le suivi budgétaire mensuel par bailleur de fonds
- Assurer le suivi budgétaire des partenaires ayant bénéficié d'une rétrocession de fonds par PLAY pour la mise en œuvre d'activités.

#### 3- Gestion de trésorerie :

- Gérer les comptes bancaires (l'ouverture, l'approvisionnement, la fermeture, etc)
- Gérer les entrées et sorties de caisse et les comptes bancaires
- Assurer le comptage des caisses, en fin de mois, avec la Représentante Régionale Océan Indien
- Etablir les prévisions et les demandes de trésorerie selon les procédures établies avec la RAF du siège
- Organiser les approvisionnements de la caisse.
- Participer au suivi des contrats de financements et à leurs décaissements

#### 4- Gestion administrative et des RH :

- Participer aux réunions partenariales sur les sujets administratifs et financiers
- Mettre à jour de la documentation interne (livret d'accueil, organigramme...)
- Suivre les contrats avec les fournisseurs.
- Contribuer en appui au développement des financements, des partenariats et de la mission
- Appuyer l'élaboration des budgets des nouvelles propositions aux bailleurs en lien avec la Représentante Régionale Océan Indien et la RAF du siège
- Appuyer la préparation des audits financiers en lien avec la Représentante Régionale Océan Indien et la RAF du siège
- Participer à l'évaluation et la formation de partenaires sur les questions administratives et financières.
- Manager l'équipe du pôle support du bureau Comores, leur évaluation et le renforcement de capacités ; ainsi qu'appuyer la gestion du pôle support du bureau Mayotte, en étroite collaboration avec la Cheffe d'Antenne de Mayotte.
- Assurer le recrutement des nouveaux personnels du pôle support conformément avec la loi aux Comores, le cas échéant.
- Préconiser et planifier le développement professionnel du personnel du pôle support des Comores et de Mayotte

#### 5- Procédures et liens avec le siège :

- Participer aux réunions bi-mensuelles de la fonction admin finance de PLAY
- Participer à la mise à jour des procédures administratives, financières et comptables de l'association.

### Compétences requises :

#### • Formation et Expérience :

- Formation supérieure en administration, gestion, finance, comptabilité ou équivalent
- Expérience professionnelle d'au moins 3 ans sur un poste similaire (gestion administrative et financière de projets ou d'ONG fortement appréciée)
- Expérience dans la gestion de projets financés par des bailleurs de fonds (AFD ou autres bailleurs internationaux) serait un atout

#### • Expérience et savoir-faire :

- Maîtrise de la gestion administrative, financière et budgétaire de projets
- Bonne connaissance des procédures des bailleurs de fonds (notamment AFD)
- Capacité à élaborer et suivre des budgets, plans de trésorerie et rapports financiers
- Maîtrise des outils bureautiques (Excel en particulier) et des logiciels de gestion financière
- Capacité à assurer le suivi administratif des partenariats et des marchés
- Aptitude à travailler en coordination avec des équipes multisites et des partenaires institutionnels

#### • Savoirs-être :

- Autonomie et sens des responsabilités
- Esprit d'équipe et capacité à travailler en collaboration
- Rigueur et sens de l'organisation
- Gestion du stress et des priorités
- Flexibilité et disponibilité selon les contraintes du projet
- Bon relationnel et capacité d'adaptation à des environnements multiculturels

### Conditions de travail :

- **Type de contrat** : CDD (Contrat à Durée Déterminé)
- **Lieu d'affectation** : Moroni (Union des Comores)
- **Prise de poste souhaitée** : mi-juin
- **Durée du contrat** : 5 mois avec une période d'essai de 1 mois
- **Rémunération** : 450 000 KMF net
- **Avantages** :
  - o 100% mutuelle de santé.
  - o 100% de l'impôt sur le revenu pris en charge par PLAY
- **Statut** : non-cadre

Candidature (CV et Lettre de Motivation) à soumettre **avant le 18 mai 2026** en mentionnant le titre « **Chargé.e de mission Administration et Finance** » à l'ONG Play International à l'adresse suivante : bureau-comores@play-international.org ; Les candidatures seront étudiées au fil de l'eau.

PLAY International se réserve le droit de clore l'offre avant la date limite. Les candidats sont donc invités à candidater au plus tôt.